

Les socialistes osent interdire la manifestation de Pegida, prévue à Dieppe le 2 juillet

écrit par Pierre Cassen et Christine Tasin | 19 juin 2016



Communiqué de Résistance républicaine et Riposte laïque

Dans un contexte où nos policiers sont régulièrement agressés par des clandestins, des casseurs d'extrême gauche, dont certains se disent syndicalistes, et par des supporters de football, le Préfet de la région Normandie vient d'interdire le rassemblement de Pegida France, prévu à Dieppe, le 2 juillet prochain. Cette initiative était soutenue, en outre, par *Résistance Républicaine*, *Riposte Laïque* et le *Parti de la France*. Les prétextes avancés par ce régime pour justifier cette interdiction sont grotesques : manque d'effectifs, Euro de football, et surtout menace de contre-manifestations. Prétextes qui ne sont jamais avancés pour interdire les autres manifestations, contre la loi Travail, contre Nuit Debout ou les clandestins...

Elle confirme que l'Etat d'urgence, décrété par ce régime, n'a qu'un seul objectif : priver du droit de manifester les patriotes comme Pegida France et ses soutiens, qui refusent l'invasion migratoire et l'islamisation de notre pays, qui amènent l'insécurité pour nos compatriotes, et la violence contre les forces de police.

La connivence entre l'Etat socialiste et les groupuscules

d'extrême gauche apparaît donc au grand jour, les seconds servant de milice aux premiers pour lutter contre les patriotes.

Faut-il rappeler que jamais Pegida France ou ses soutiens n'ont agressé les forces de l'ordre, ni vandalisé les centres-villes, ni appelé à des contre-manifestations contre leurs adversaires ?

Un gouvernement respectueux de l'Etat de droit aurait interdit toute contre-manifestation, ou l'aurait autorisée loin du lieu de rassemblement prévu par Pegida, empêchant ainsi toute confrontation. Cette interdiction est donc hautement politique, et confirme que ce gouvernement est prêt à tout pour empêcher la colère patriotique de s'exprimer.

Certains, avec une colère légitime, auront sans doute envie de défier cette interdiction, et de se rendre à Dieppe. Nous respecterons leur décision mais nous craignons qu'ils ne tombent dans une grossière provocation, et n'offrent sur un plateau au gouvernement socialiste la possibilité de les réprimer.

Il peut être opportun, comme nous avons su le faire le 8 janvier 2015, à Paris, de venir à une initiative interdite, et d'aller le plus loin possible avant de devoir demander la dispersion des manifestants. Le général Piquemal et les militants de Pegida avaient fait de même, à Calais, le 6 février, même s'ils avaient été malgré tout arrêtés dans des circonstances scandaleuses.

Nous ne sentons pas, en plein euro, au mois de juillet, à Dieppe, que les conditions soient réunies pour prendre un tel risque, et offrir la possibilité au ministre de l'Intérieur et à ce gouvernement de nous arrêter, dans l'indifférence générale, et d'affaiblir ainsi nos mouvements. A l'heure actuelle, notre décision serait donc de ne pas nous rendre à Dieppe, pour combattre plus efficacement ce régime de plus en plus liberticide.

Christine Tasin, Présidente de *Résistance républicaine*
Pierre Cassen, fondateur de *Riposte laïque*